

## Retraités

- ◆ Le mépris pour les Retraités.e.s, ça suffit!
- ◆ La hausse de la Csg, c'est non!
- ◆ La baisse des pensions, c'est non!

### Ce que veulent les Retraités:

- ◆ la revalorisation des pensions,
- ◆ la reconnaissance de leurs droits

## Journée nationale d'action Jeudi 15 mars 2018

A l'appel des organisations de retraité.e.s CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, UNRPA

**Manifestation à Paris 14h30** à Montparnasse, place du 18 juin arrivée rue de Varenne

Édito

**D**es centaines d'euros en moins par an, voilà les vœux du Président aux retraité.e.s, lui qui offre par ailleurs 4,5 milliards de cadeaux fiscaux aux détenteurs

de capitaux et aux grosses fortunes. La baisse des pensions est maintenant visible, matérielle, scandaleuse. Stupeur, indignation, colère sont les réactions largement partagées par les retraités.

Une pension de 2 000 euros, qui se situe à peu près à la moyenne des pensions de la Fonction Publique, perd 34 euros par mois. Cette publication donne des exemples de retraités en couple percevant moins de 1200 € devenus "riches" à la mode Macron et éligibles à la hausse du taux plein de CSG.

Alors on pense aux dépenses à réduire, aux projets à reporter... Et il faudrait que cela recommence l'an prochain?

La baudruche médiatique de la solidarité avec les jeunes se dégonfle un peu plus, surtout quand on voit les initiatives du gouvernement en leur direction.

Il est demandé aux retraité.e.s d'attendre les effets de la suppression de la taxe d'habitation, étalée en 3 temps, pour qui? et avec quels effets sur l'imposition locale? Assez de mépris et de bavardages!

De plus, ce n'est pas une compensation à la hausse de la CSG que nous revendiquons mais bel et bien sa suppression car elle augmente la part de l'impôt dans le financement de la Sécurité Sociale, notamment de l'Assurance Maladie Obligatoire, dont le principe "chacun paie selon ses moyens et reçoit selon ses besoins" est fondé sur les cotisations salariales et patronales.

Et cette hausse s'ajoute aux mesures fiscales, à l'absence de revalorisation depuis 2014 (à l'exclusion d'un petit 0,8% en octobre 2018), à d'autres augmentations (contrats des complémentaires, produits de consommation).

Le gel des pensions annoncé pour 2018 est moins acceptable encore dans ce contexte et il n'est pas besoin d'un vote au Parlement pour y mettre un terme!

**Alors, soyons plus nombreux encore que dans la manifestation du 28 septembre avec pancartes et calicots. La capacité de résistance doit être à la mesure de la volonté de nuire.**

L'austérité renforcée, les projets de réforme du bac et du lycée, la sélection à l'entrée de l'université, les chantiers de démolition en perspective de la Fonction Publique et de la SNCF, la volonté du gouvernement d'aller à marche forcée et, une fois de plus, de passer en force pour la SNCF, font monter une vague de protestations et de contre-propositions.

- ◆ **Le 15 mars, l'intersyndicale des personnels des EHPAD** appelle à une nouvelle journée de grève, action soutenue par le groupe des 9 organisations de retraité.e.s
- ◆ **Le 15 mars l'intersyndicale des lycéens** manifeste contre la réforme du bac et du lycée et la sélection à l'entrée de l'université
- ◆ **Le 22 mars, 7 fédérations de fonctionnaires** (l'Unsa et la CFDT réservant encore leur réponse) appellent à une action de grève et de manifestation pour la défense et la promotion de la Fonction Publique.
- ◆ **Le 22 mars, les syndicats de cheminots** (CGT, UNSA, CFDT, SUD rail) appellent aussi à l'action (décision finale le 14). Des contacts sont en cours pour que les revendications des uns et des autres soient bien identifiées et pour une convergence de deux cortèges séparés. Le groupe des 9 affirme sa solidarité avec ces deux initiatives.

Martine Beaulu-Barlier

### SOMMAIRE

1. Éditorial page 1
2. Tous ces gens page 2
3. 31 janvier 2018 page 2
4. Assurance maladie, Hôpital, Austérité, ce n'est qu'un début? page 3
5. Le grand bond en arrière page 4
6. Appel 15 mars pages 5 et 6